



Les conditions sanitaires ne sont pas réunies, on expose inutilement les enfants, leur famille, les personnels au risque de contamination. On fait porter la responsabilité sur les parents par un faux volontariat alors que ce choix est dicté par des contraintes économiques plus que sociales. On fait porter une responsabilité sur les enseignant·es et encadrant·es alors qu'ils n'auront pas les moyens matériels de garantir l'absence de risque. Le protocole sanitaire de l'Éducation nationale est inapplicable.

Le Conseil scientifique, l'Ordre des médecins, l'INSERM, l'ensemble des syndicats enseignants, les fédérations de parents d'élèves et une grande majorité des parents consultés s'opposent à une réouverture des écoles le 12 mai. Seuls certains élèves sont pour, car ils ne savent pas encore que l'école du déconfinement promet d'être plus confinante que jamais. Elle ne les reconfortera pas : environnement hyper anxigène où l'autre est perçu comme un danger, adultes et camarades masqués, interdiction de jouer à chat, de crier, de rigoler trop près. Pas de jeu de balles, pas d'échanges, rien. Psychologiquement, socialement, c'est tout sauf une bonne idée.

Vus les contraintes sanitaires, le choix des familles ou celui des collectivités territoriales, peu d'enfants reviendront à l'école et ne bénéficieront au final que de très peu de jours d'école avant les grandes vacances. Cette reprise prématurée engendrera de nouvelles inégalités sociales et scolaires.

Comme toutes et tous, nous sommes conscient·es des difficultés, voire des situations dramatiques provoquées par le confinement, mais une sortie de crise doit éviter l'aggravation de la crise...

On prétend laisser aux parents la responsabilité préventive d'envoyer leurs enfants ou pas. Comble du cynisme, c'est grâce à leur refus que le système compte limiter le

nombre d'élèves, et avoir une chance de faire respecter les mesures de distances de sécurité. Le 2 juin est annoncée la suppression du chômage partiel pour les parents qui ne justifient pas de l'impossibilité de scolarisation de leur·s enfant·s. Certain·es n'auront pas d'autres choix que d'envoyer leur·s enfant·s à l'école! Le frigo vide ou la vie : c'est obscène.

À cette date, les grands rassemblements seront autorisés dans les établissements scolaires, quand ils seront interdits pour la culture, les loisirs ou les revendications. Alors que nous affirmions nécessaire l'engagement de travaux dans un certain nombre d'écoles niçoises, durant la première campagne de premier tour, la situation actuelle nous plonge de la priorité à l'urgence. Si on souhaite que la rentrée de septembre puisse se dérouler dans des conditions sanitaires sereines, l'urgence est dans des équipements et aménagements qui prennent en compte ce type de crises. Impossible de boucler de tels chantiers d'ici le 11 mai.

Le déconfinement est nécessaire, mais il doit être progressif et précédé d'une phase de préparation concertée. Les questions de l'accès aux masques et de l'organisation effective de tests massifs en sont des éléments essentiels. Il devra prendre en compte les recommandations des médecins et des scientifiques, ainsi que leur possibilité de réalisation concrète par les professionnel·les de l'éducation.

Pour ViVA!, le maintien des écoles fermées est donc une mesure de sécurité sanitaire et d'égalité sociale.

*Lundi 4 mai 2020
ViVA! Démocratie - Écologie - Solidarité*